

L'ÉCOLE PAYE ENCORE UN LOURD TRIBU ! ET APRES ?

CGT éduc'action 27

Pour son troisième anniversaire, l'assassinat de Samuel Paty nous est revenu comme un boomerang dans la figure avec le meurtre horrible de Dominique Bernard. Encore une fois c'est l'école qui est touchée, et avec elle les valeurs que nous tentons de transmettre chaque jour. Après l'effroi, de nombreuses questions nous assaillent : Comment retourner à l'école en se sentant en sécurité ? Comment aborder ce drame avec les élèves ? Comment les rassurer ? Et après ? Les questions ne s'arrêteront pas et une fois l'émotion passée, c'est notre société qu'il faudra questionner. Et avec elle, la place de l'école, celle que nous voulons ! Trop de raccourcis ont déjà été opérés dans les heures qui ont suivi pour stigmatiser avec facilité, sans aucune réflexion, juste par marchandage électoral. Nos enfants valent mieux que ça. L'école vaut mieux que ça.

L'attaque dans le lycée d'Arras qui a fait un mort et plusieurs blessés, est à nouveau l'œuvre d'un acte fanatique mais pas irresponsable. L'école n'est pas touchée par hasard, tout comme Samuel Paty n'a pas été tué par hasard. Tout comme le Bataclan... Charlie... Ce qui est visé ici, c'est tout ce qui fait que notre société est vivante, la culture, le savoir, la liberté d'expression. Ces actes terroristes visent avant tout à mettre à mal notre société dans toute sa diversité. C'est pourquoi, il faut se prémunir des réflexions à l'emporte-pièce qui, aussi simplistes soient-elles, ne peuvent être que contre-productives. Alors oui il faut lutter. Lutter contre toute forme d'obscurantisme, pour que notre école reste un sanctuaire dans lequel chaque enfant, chaque élève peut s'épanouir, s'émanciper, trouver sa place dans la société. Les propos, à chaud, d'un professeur du lycée d'Arras m'ont paru tellement pertinents... Il se demandait : « Qu'avons-nous raté pour que cet évènement arrive ? où l'école a-t-elle échouer ? »

Oui, aujourd'hui, il est nécessaire de questionner l'école. Faire un état des lieux de notre école mais aussi et surtout, laquelle voulons-nous pour demain ? Et cela ne concerne pas que les professionnels de l'éducation nationale mais toute la société. L'école d'aujourd'hui est malade, c'est un fait. Il ne s'agit pas de lui attribuer toutes les responsabilités mais d'envisager des solutions afin de permettre à tous les élèves de s'émanciper et d'espérer. L'espérance, ou la désespérance, est un fléau qui plane au-dessus de notre école. Trop de jeunes ne voient plus en l'école un moyen de s'insérer et de jouer un rôle dans la société. Si le constat que l'école mérite d'être questionnée ne souffre aucune contestation, la réponse qui nous est proposée aujourd'hui par le gouvernement d'Emmanuel Macron n'est clairement pas à la hauteur. L'accroissement des inégalités et la reproduction sociale ne font pas de notre école un modèle d'espérance pour nos jeunes. On peut donc attendre un réel investissement dans l'école parce que tout le monde doit prendre conscience que c'est aussi par l'école que nous résoudrons le problème. Malheureusement ce n'est nullement le cas. Il faut repenser l'école dans sa globalité, sans corporatisme. Comment imaginer que : lire – écrire – compter à l'école primaire ; la présélection sociale des élèves au collège ; la volonté de produire de la main d'œuvre pour les besoins du bassin local d'emploi dans les lycées ; la volonté de développer l'apprentissage au détriment de la culture peuvent être des réponses à la hauteur des enjeux ? Nous devons repenser collectivement une école émancipatrice où chacun y

EVREUX le vendredi 20 octobre 2023

trouvera les outils nécessaires pour se construire en tant que citoyen. Parce que ce sont ces citoyens qui construiront la société de demain. Lorsqu'on s'attaque à l'école, il n'y a toujours qu'un seul but : voler aux enfants cette liberté de pouvoir être les inventeurs d'une nouvelle société, plus juste, plus égalitaire, plus heureuse.

Malheureusement, il n'a pas fallu longtemps pour que les réflexes réactionnaires fassent leur retour. Il n'a pas fallu plus de quelques heures pour que la loi immigration revienne sur le dessus de la table. La première réponse a été sécuritaire. Non pas que nous n'aspions pas à vivre en sécurité, à aller travailler sans avoir la boule au ventre, mais comment imaginer que la seule réponse soit celle-là ? L'assaillant était d'origine étrangère, mais cela suffit-il à avoir un raisonnement binaire qui ne questionne que cet état de fait ? Il est arrivé en France à l'âge de 5 ans, cela doit nous questionner... Trop nombreux sont ceux qui souhaitent surfer sur cet évènement pour le transformer en récupération politique. Au risque bien évidemment de stigmatiser une partie de la société, au risque de créer davantage de rancœur, au risque de fracturer une société déjà fragilisée. La présence dès le lundi matin de forces de police devant les établissements est rassurante mais à la fois anxiogène. La réponse doit aussi se faire à l'interne, en dotant massivement les établissements de moyens en personnels d'encadrement statutaires. La sécurité ne fait pas partie de notre devise, la liberté oui, l'égalité oui, la fraternité oui. Autant de principes que la droite et l'extrême droite française sont prêtes à fouler aux pieds pour un idéal mortifère. La course au pire-disant doit nous inquiéter. Le monde de l'éducation ne peut pas regarder passer le train sans rien dire, ce serait une faute morale, politique et humaine.

L'avenir proche doit nous amener à réfléchir collectivement sur l'école que nous voulons et comment, nous, personnels, professeurs, syndicats allons pouvoir faire bouger les lignes pour que notre école soit digne de la société que nous voulons.

Laurent FARIN
pour la CGT éduc'action 27